



N°2025/122

ARRETE TEMPORAIRE DE CIRCULATION
Implantation de deux appuis télécom fibre,
Route du Moulin de Petit à Ampiac

Monsieur le Maire,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 2122-21 et suivants et L 2213-1 et suivants,

VU le Code de la Route portant règlement général de police de la circulation routière et notamment l'article R 411-8 ;

VU l'arrêté du 5 novembre 1992 relatif à la signalisation des routes et autoroutes ainsi que l'arrêté du 06 novembre 1992 relatif à l'approbation de modifications de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière – Signalisation de prescription – Livre 1 – 4^{ème} partie ;

VU la demande présentée le 21 octobre 2025, par l'entreprise SOGETREL-GS DIFFUSION-OPTIMA-BATICOM située 279 Rue Octave complan, 30000 Nîmes, **pour l'implantation de deux appuis télécom fibre, rue du Moulin de Petit à Ampiac.**

CONSIDERANT qu'il appartient à l'autorité Municipale de prendre toutes mesures utiles pour assurer la sécurité publique ;

ARRETE

Article 1^{er} :

- **À partir du lundi 25 novembre 2025, pour une durée de 15 jours calendaires, la circulation sur la route du Moulin de Petit à Ampiac sera modifiée comme suit :**
 - **circulation alternée pour l'accès aux riverains, afin de permettre l'implantation des deux appuis télécom fibre.**
- Le demandeur remettra en l'état la chaussée concernée par lesdits travaux,
- Le demandeur devra veiller à ce que la gêne occasionnée à la circulation soit limitée le plus possible dans le temps.

Article 2 : La signalisation réglementaire sera mise en place et maintenue pendant la durée des travaux par le demandeur. Le demandeur devra veiller à ce que la signalisation soit installée suffisamment en amont du chantier, afin d'informer les usagers.

Article 3 : La présente décision est susceptible de recours administratif auprès de Monsieur le Maire ou de recours contentieux devant le Tribunal administratif de Toulouse, directement par courrier ou par l'application informatique « Télérécours Citoyens » via le site internet www.telerecours.fr dans un délai de deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision concernée.

Article 4 : Le Commandant du Groupement de Gendarmerie, le demandeur, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

A DRUELLE BALSAC, le

Le Maire,

Patrick GAYRARD



Affiché le : 30 OCT. 2025